

Le Rwanda reconnaît "une coopération en matière de sécurité avec l'AFC/M23"

TV5MONDE, 26 Jan. 2026 "Le Rwanda fait de la coordination sécuritaire avec l'AFC/M23", selon l'ambassadrice rwandaise aux États-Unis. Alors que Kigali a toujours nié toute collaboration en République démocratique du Congo avec le groupe armé AFC/M23, l'ambassadrice du Rwanda aux États-Unis a évoqué des liens entre la rébellion et les autorités rwandaises. Des déclarations qui n'ont pas été confirmées par le Rwanda mais qui ont suscité des réactions. Dans le conflit qui sévit à l'est de la République démocratique du Congo, c'est une évolution inattendue. Pour la première fois, le gouvernement du Rwanda, par l'intermédiaire de son ambassadrice aux États-Unis Mathilde Mukantabana, reconnaît un lien avec le groupe rebelle du M23. "Le Rwanda entretient une coopération en matière de sécurité avec l'AFC/M23." Lors de son témoignage devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants américaine, Mathilde Mukantabana a déclaré que cette collaboration sécuritaire vise à protéger la minorité Tutsi, à prévenir les menaces transfrontalières et à empêcher l'émergence d'un génocide. Bien que le soutien de Kigali au groupe armé du M23 soit documenté, notamment par l'ONU, les autorités rwandaises ont jusqu'ici nié toute implication auprès du mouvement rebelle. Il y a tout juste deux mois, le ministre des Affaires étrangères, Olivier Nduhungirehe, avait affirmé cette position sur le plateau de TV5MONDE. "Nous avons déployé des mesures défensives pour se prémunir des attaques, non seulement contre les FDLR (NDLR. Les Forces démocratiques de libération du Rwanda), mais aussi contre d'autres forces qui ont été déployées par le président Tshisekedi." Un changement de cap du Rwanda? Cette déclaration de l'ambassadrice rwandaise peut donner le sentiment d'un changement de cap dans la doctrine diplomatique de Kigali. Mais ces propos n'ont fait l'objet d'aucune confirmation officielle, ni de la part du M23, ni des autorités rwandaises que TV5MONDE a sollicitées. À Kinshasa, cette déclaration est tout de même perçue comme une victoire symbolique après des années d'ingérence. "La vérité a finalement triomphé, se réjouit Joseph Nkoy, député national de l'ADP (majorité présidentielle). Les masques sont tombés et le Rwanda reconnaît son implication directe dans les actes d'hostilités perpétrés en République démocratique du Congo." Pour le gouvernement congolais, l'enjeu est majeur. Une officialisation de la coopération Kigali-M23 pourrait renforcer sa position et lui permettre de réclamer davantage de sanctions internationales contre le Rwanda.